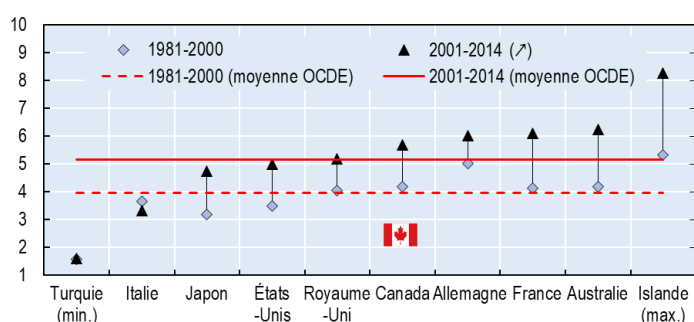




L'édition 2019 de *Panorama de la société* examine le bien-être social et ses tendances au sein des pays de l'OCDE. On y trouve un chapitre spécialement consacré aux personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT): combien sont-elles, comment s'en sortent-elles sur le plan économique et en terme de bien-être, et quelles politiques peuvent améliorer leur inclusion. Cette édition comprend également une section spéciale basée sur l'enquête 2018 de l'OCDE intitulée *Des risques qui comptent*, sur la perception de la population en matière de risques sociaux et économiques et sur la façon dont elle pense que les gouvernements gèrent ces risques. Elle comprend également 25 indicateurs liés au contexte général, à l'autonomie, l'équité, la santé et la cohésion sociale.

Fig.1. Malgré des améliorations, l'acceptation de l'homosexualité reste limitée



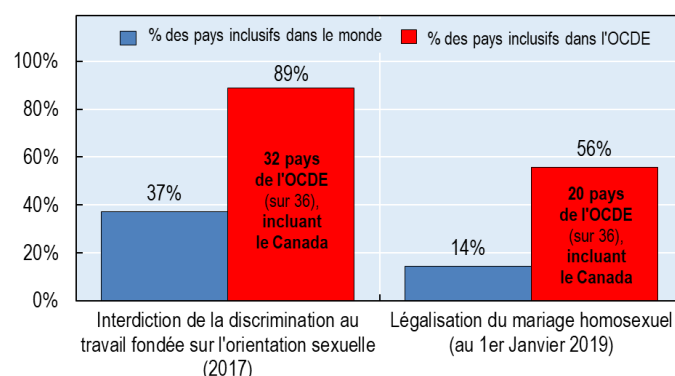
Note: L'acceptation de l'homosexualité est mesurée sur une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que l'homosexualité n'est jamais justifiable et 10 signifie qu'elle l'est toujours.  
Source: [Figure 1.6 de Panorama de la société 2019].

### UN ECLAIRAGE SUR LES PERSONNES LGBT

Le Canada est l'un des 15 pays de l'OCDE qui ont inclus une question sur l'auto-identification en tant qu'hétérosexuel, homosexuel ou bisexuel dans au moins une de leurs enquêtes nationales représentatives. La proportion de personnes LGB au Canada est importante (3.2% selon l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes) et en augmentation [Graphique 1.4 de la publication de l'OCDE *Panorama de la société 2019*]. Cette tendance devrait se poursuivre dans les prochaines années puisque les jeunes générations sont plus susceptibles de révéler leur appartenance à la population LGB. Comme la plupart des autres pays de l'OCDE, le Canada ne collecte pas encore d'information sur la proportion de personnes transgenres au sein de la population adulte. Cependant, Statistique Canada a récemment publié de nouvelles normes pour la collecte de données sur le sexe à la naissance et le genre en vue de fournir à l'avenir de meilleures estimations de la population transgenre.

Les attitudes à l'égard des personnes LGBT s'améliorent partout dans le monde et sont systématiquement plus positives dans les pays de l'OCDE qu'ailleurs. Il reste toutefois beaucoup de progrès à accomplir. Le Canada ne fait pas exception, en obtenant un score légèrement supérieur à cinq sur une échelle d'acceptation de 1 à 10 (conforme au score moyen de l'OCDE) [Figure 1 ci-dessus].

Fig.2. Il reste encore beaucoup à faire avant que les minorités sexuelles et de genre ne soient pleinement reconnues sur le plan juridique



Source: [Figure 1.18 de Panorama de la société 2019].

De plus, seule une minorité de Canadiens (44%) accepteraient qu'un enfant s'habilte et s'exprime comme un enfant de l'autre sexe [Figure 1.8, Panel B].

La faible acceptation des personnes LGBT les expose à la discrimination. Les données d'enquête représentatives révèlent que les personnes LGBT sont pénalisées en termes de taux d'emploi et de revenus du travail [Figure 1.12]. Les données issues d'expériences aléatoires confirment que cette pénalité reflète en partie une discrimination sur le marché du travail: à CV égal, les candidats homosexuels sont 1.5 fois moins susceptibles d'être invités à un entretien d'embauche que les candidats hétérosexuels, lorsque leur orientation sexuelle est signalée via leur engagement bénévole ou leur expérience professionnelle dans une organisation gay et lesbienne [Figure 1.13].

Une variété de politiques peut améliorer l'inclusion des personnes LGBT. La visibilité des personnes LGBT et de leurs désavantages dans les statistiques nationales est indispensable à leur intégration. Le Canada peut se prévaloir de son bilan dans ce domaine et inclura des questions pour mesurer les identités LGBT lors du recensement de 2021.

Interdire légalement la discrimination à l'encontre des personnes LGBT et leur garantir l'égalité de droit est également essentiel pour améliorer leur situation. Le Canada affiche également une bonne performance dans ce domaine, figurant parmi les 32 pays de l'OCDE qui interdisent la

discrimination dans l'emploi fondée sur l'orientation sexuelle, et parmi les 20 pays de l'OCDE qui ont légalisé le mariage homosexuel [Fig.2 ci-dessus].

Enfin, tout programme d'action visant à améliorer l'intégration des personnes LGBT doit inclure un volet éducatif pour former les individus à lutter contre leurs biais inconscients. Les données sur l'impact de ce type d'interventions montrent qu'elles peuvent être très efficaces, même lorsqu'elles sont courtes.

---

### L'enquête de l'OCDE *Des risques qui comptent* suggère que les Canadiens sont plutôt optimistes à l'égard des programmes gouvernementaux

Les Canadiens sont inquiets de la sécurité financière, à court et à long terme. Environ 51% des Canadiens disent que «lutter pour faire face aux dépenses quotidiennes malgré le travail» est l'une des trois principales préoccupations au cours des deux prochaines années [Figure 3.1]. Au-delà de la prochaine décennie, 67% des Canadiens considèrent la sécurité financière des personnes âgées comme l'un des trois principaux risques, suivi des préoccupations relatives à la mobilité sociale [Figure 3.2].

En comparaison avec les autres pays, les Canadiens sont relativement satisfaits de l'accès aux aides publiques. Même si à peine plus d'un tiers (34 %) des Canadiens pense pouvoir accéder facilement à l'aide sociale en cas de besoin, ce pourcentage est supérieur à celui relevé dans les vingt autres pays étudiés [Figure 3.3]. Une majorité de Canadiens souhaite que l'État leur vienne davantage en aide. Ils sont 57 % à considérer que les pouvoirs publics devraient faire plus pour leur sécurité économique et sociale, contre 5 % seulement qui pensent le contraire [Figure 3.6].

---

## APERÇU DES AUTRES INDICATEURS SOCIAUX

### Le logement abordable est un défi

Le Canada se classe dans le top 5 des pays de l'OCDE pour la proportion des ménages propriétaires de leur logement avec un emprunt financier (41% des ménages). Le coût de logement est particulièrement lourd pour les personnes à faible revenu. Au Canada, 48% des propriétaires à faible revenu qui ont un prêt hypothécaire ont consacré plus de 40% de leur revenu disponible au remboursement de leur emprunt en 2016, soit la cinquième plus forte proportion parmi les pays de l'OCDE. Le même indicateur diminue à 43% pour les locataires à faible revenu [Figure 6.14].

### La pauvreté est élevée parmi les enfants et les jeunes

Le taux de pauvreté relative au Canada est légèrement supérieur à la moyenne de l'OCDE : 12.4% et 11.7% respectivement [Figure 6.4]. **Les taux de pauvreté des enfants et des jeunes au Canada sont également plus élevés que la moyenne de l'OCDE** [Figure 6.6]. En revanche, la pauvreté chez les personnes âgées est plus faible que pour la moyenne de l'OCDE et les personnes âgées ont le taux de pauvreté le plus bas parmi tous les groupes d'âge au Canada.

## Des prestations sociales publiques en dessous de la moyenne

Les dépenses sociales publiques au Canada, à 17% du PIB, sont inférieures à la moyenne OCDE de juste au-dessus de 20% [Figure 6.10]. L'impact de la fiscalité et des dépenses sociales privées est toutefois plus important au Canada. Compte tenu de cela, les dépenses sociales totales nettes au Canada sont en ligne avec la moyenne de l'OCDE [Figure 6.11]

### Revenus des ménages élevés

Le revenu annuel disponible équivalent médian au Canada - à 31 700 USD - est bien au-dessus de la moyenne OCDE de 23 000 USD, et juste en dessous des États-Unis [Figure 4.1]. Les 10% les plus riches gagnent près du quart (24%) de tous les revenus, et plus de la moitié (51%) de la richesse totale est concentrée parmi les 10% des ménages les plus riches. Ces parts sont similaires à celles des pays de l'OCDE en moyenne [Figure 6.2].

### Un niveau de confiance élevé

Lorsque la cohésion sociale est solide, les citoyens ont confiance envers les institutions publiques. **64% des Canadiens déclarent avoir confiance dans le gouvernement national**, le 4<sup>e</sup> taux le plus élevé et bien supérieur au niveau moyen des pays de l'OCDE de 43% [Figure 8.4]. D'autre part, (seulement) 38% des Canadiens déclarent qu'il y a de la corruption généralisée au sein de leur gouvernement, un niveau bien inférieur au niveau moyen des pays de l'OCDE de 56% [Figure 8.6].

### Les hommes canadiens se sentent en sécurité, les femmes canadiennes moins

**Seulement 7% des hommes canadiens ne se sentaient pas en sécurité lorsqu'ils marchaient seuls la nuit** dans la ville ou la région où ils vivaient en 2016-2017, plaçant le Canada au troisième rang du classement de l'OCDE. La proportion de Canadiennes qui se sentent en danger est considérablement plus élevée (27%), mais elle reste inférieure à celle de nombreux pays de l'OCDE où 32% des femmes ne se sentent pas en sécurité en moyenne [Figure 8.9].

### L'usage d'Internet peut être augmenté / amélioré

**L'usage d'Internet par les jeunes est presque universel au Canada**, comme dans la plupart des pays de l'OCDE. Pour l'ensemble de la population, le Canada ne fait que légèrement mieux que les pays de l'OCDE: 88% de la population utilise Internet, contre 86% dans les pays de l'OCDE [Figure 8.13].

### Contact:

OCDE, Division des politiques sociales, Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales @OECD\_Social  
Marie-Anne Valfort +33 (0)1 45 24 98 65  
[Marie-Anne.VALFORT@oecd.org](mailto:Marie-Anne.VALFORT@oecd.org)